

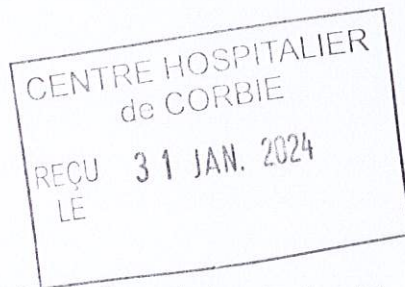


Corbie,
Le vendredi 19 janvier 2024

Madame Murielle Masrez-Piola
Directrice du centre hospitalier
33 rue Gambetta 80800 Corbie

Le Maire
Vice-Président de la Communauté de
communes du Val de Somme

Affaire traitée par :
Mickaël Lefebvre
☎ : 03.22.96.43.15.
m.lefebvre@mairie-corbie.fr
N/Réf : BK/ML/24/09



OBJET : procès-verbal de la Commission de sécurité.

Madame Masrez-Piola,

J'ai réceptionné le procès-verbal de la commission de sécurité en date du 31 octobre dernier, qui émet un avis défavorable pour le centre hospitalier Bâtiment Maison de Retraite situé au 33 rue Gambetta à Corbie, que vous trouverez en copie jointe.

Afin que je puisse vous accorder par arrêté, l'autorisation d'ouvrir au public, je vous demanderai de bien vouloir vous mettre en conformité avec les prescriptions demandées de ladite commission, et de m'en attester la réalisation sans délai.

Je vous prie d'agréer, Madame Masrez-Piola, l'expression de mes sentiments distingués.

Ludovic GABREL



Procès-Verbal de la commission de sécurité arrondissement d'Amiens contre les
risques de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public

Séance du 17 octobre 2023

Nom ou raison sociale :

557 – CENTRE HOSPITALIER BATIMENT MAISON DE RETRAITE

3ème catégorie - U

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature du dossier : Groupe de visite - Périodique

Avis Défavorable

Rapport joint en annexe

Conformément aux dispositions des articles R 143-1 à R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation, je vous serais obligé de bien vouloir notifier au pétitionnaire ce présent avis et de lui demander de lever sans délai les observations édictées. Il est rappelé que lors d'une visite, la commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le président,

Visé par
Lea MOURET-FORTUNY
RIO : 1449047
Le 30 oct. 2023 15:43:51 GMT

serialNumber=S262411832
CN=MINISTERE DE L INTERIEUR -
signature_cachet_s2605_mi
OU=0002 11001401600015
organizationIdentifier=NTRFR-11001401600015
O=MINISTERE DE L INTERIEUR
C=FR
2023-10-30 16:43:51



**RAPPORT DE VISITE DE SECURITE INCENDIE ET PANIQUE
D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**
commission de sécurité arrondissement d'Amiens

Application de l'article 49 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié
relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

Date de la visite : 2 octobre 2023

Commune : CORBIE

Dénomination : 557 CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT MAISON DE RETRAITE

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature et/ou objet de la visite :

Type : Groupe de visite

Nature : Périodique

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies de plus de 70 kW

Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 - Établissements de soins

Type V - Arrêté du 21 avril 1983 modifié - Établissements de culte

Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : U « Établissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique ».

Type(s) secondaire(s) : V « Églises »

Catégorie : 3^{ème}

Effectif public : 418

Dont effectif hébergé : 204

Effectif personnel : 116

Effectif total : 534

557

Historique :

15/05/2019 : Avis favorable au projet de réaménagement et d'extension de l'EHPAD (PC n° 08021218M0046)

29/12/2021 : Avis favorable à la VR (remplacement du SSI A)

21/11/2022 : Avis favorable à la VR, phase 1 : création du bloc LES LYS (PC n° 08021218M0046)

Descriptif :

Le centre hospitalier de Corbie est un site qui comprend :

- le bâtiment MAISON DE RETRAITE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment ARC EN CIEL V120 classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment MEDECINE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment READAPTATION CARDIAQUE classé en type U de 5^{ème} catégorie
- le bâtiment SDO ASMIS classé en type W de 5^{ème} catégorie

Ces bâtiments (à l'exception du bâtiment SDO ASMIS) sont dotés d'installations fixes de gaz médicaux. Le chauffage du site est assuré au moyen du réseau de chauffage urbain. Les chaufferies gaz existantes installées dans les différents bâtiments sont conservées en cas de secours. Deux poteaux d'incendie privés sont implantés sur le site.

Descriptif du bâtiment MAISON DE RETRAITE

Il s'agit d'un bâtiment constitué de 5 blocs reliés entre eux sur chacun de leur niveau. L'ensemble comprend notamment :

BLOC BLEUETS (maison de retraite, capacité 57 lits)

Au sous-sol (inaccessible au public) :

- 3 locaux archives
- des locaux de stockage matériels
- local TGBT
- des vestiaires

Au rez-de-chaussée :

- 1 salle de restaurant
- 1 grande cuisine isolée (énergie gaz) et ses locaux annexes
- sanitaires
- chapelle
- des bureaux (administration)

Au R+1 :

- 27 chambres simples
- 8 chambres doubles
- salon TV
- salle de soins
- bureau médecin
- salon de coiffure
- bureau cadre
- lave bassin
- tisanerie
- des bureaux

Ce niveau est desservi par 3 escaliers et 1 ascenseur.

Au R+2 :

- 6 chambres simples
- 4 chambres doubles
- des bureaux syndicats (inaccessibles au public)
- des combles non aménagés

Ce niveau est desservi par 2 escaliers et 1 ascenseur.

BLOC SERVICE ADOLESCENTS EN SURPOIDS (capacité 11 lits + 10 en ambulatoire)

Au rez-de-jardin :

- 1 salle d'activité physique
- sanitaires
- local technique
- local réserve

Au rez-de-chaussée :

- 4 chambres simples
- 1 cuisine thérapeutique/salle à manger
- 1 espace salon détente
- 1 bureau
- des sanitaires et vestiaires
- 1 local technique
- 1 local entretien

Au R+1 :

- 5 chambres simples
- 1 chambre double
- 3 bureaux
- 1 salle de repos
- 1 salle de soin
- des sanitaires et vestiaires
- 1 local technique
- 1 local entretien

Ce niveau est desservi par 2 escaliers dont 1 escalier à l'air libre.

BLOC ANCIENNES NATURELLES (maison de retraite, capacité 40 lits)

Au rez-de-jardin :

- bureaux
- sanitaires
- local technique
- salle animation
- 1 chaufferie au gaz ($P > 70 \text{ kW}$)

Au rez-de-chaussée :

- 18 chambres simples
- sanitaires
- bureau cadre
- salon TV
- esthétique

Au R+1 :

- 22 chambres simples
- 1 chambre double
- salle de soin
- sanitaires
- salle de bain
- salle de pause
- salon TV

BLOC NOUVELLES NATURELLES (maison de retraite, capacité 40 lits)

Au rez-de-jardin (UHR, unité sécurisée)

- 20 chambres simples
- cuisine thérapeutique
- salon TV
- salle de soins
- office
- salle activités
- sanitaires
- salle de bains
- local linge sale

Au rez-de-chaussée :

- 20 chambres simples
- salle de soins
- salle de pause
- office
- sanitaires
- salon TV
- salle de bain
- local linge sale
- local stockage

Ce niveau est desservi par 1 escalier à l'air libre.

BLOC LES LYS (capacité 56 lits)

Au rez-de-chaussée (relié au rez-de-jardin du bloc ANCIENNES NATURELLES) :

- 1 salle d'activité kiné
- 1 salle de réunion
- 1 local linge sale
- 1 local DASRI
- 1 local poubelles
- des vestiaires
- 1 salon de coiffure
- des bureaux
- 1 salle d'animation (202 m²), à usage exclusif des résidents
- 1 cuisine thérapeutique

Au R+1 (relié au rez-de-chaussée du bloc ANCIENNES NATURELLES) :

- 26 chambres individuelles
- 1 salle à manger
- 1 laverie
- 1 local ménage
- des sanitaires et divers locaux de services
- 1 local réserve pharmacie
- 1 local stockage matériel
- 1 local linge résidents
- 1 salon
- 1 salle de repos

Au R+2 (relié au R+1 du bloc ANCIENNES NATURELLES) :

- 30 chambres individuelles
- 1 salle à manger
- 1 laverie
- 1 local ménage
- des sanitaires et divers locaux de services
- 1 local réserve pharmacie
- 1 local stockage matériel
- 1 local linge résidents
- 1 salon
- 1 salle de repos

Les locaux à risques sont traités en risques moyens.

Les niveaux du bloc LES LYS sont desservis par 2 escaliers encloisonnés, 1 escalier à l'air libre (provisoire le temps des travaux de la phase 2 du PC n° 08021218M0046) et 2 ascenseurs.

L'ensemble est doté d'un équipement d'alarme de type 1 associé à un SSI de catégorie A avec report à chaque niveau.

Les circulations horizontales sont désenfumées.

La surveillance de nuit est assurée par au moins 8 personnels sur déclaration du chef d'établissement.

Observation(s) :

L'exploitant informe le groupe de visite que les travaux de réaménagement de l'établissement ayant fait l'objet d'un avis favorable de la Commission le 15/05/2019 sont en cours (phase 2 du PC n° 08021218M0046). A ce titre, le bloc ANCIENNES NATURELLES est actuellement une zone chantier interdite au public.

La visite a notamment permis de constater :

- l'absence d'encloisonnement au rez-de-chaussée de l'escalier principal du bloc BLEUETS
 - la présence de 2 culs-de-sac largement supérieurs à 10 mètres sur deux ailes du bloc BLEUETS au R+1
- L'exploitant informe le groupe de visite que cette partie de l'établissement a été réhabilitée vers 1995, ces dispositions sont donc applicables (voir prescriptions).

Essais réalisés :

- désenfumage escalier bloc BLEUETS : satisfaisant
- déverrouillage IS au R+1 unité Obésité Enfants Adolescents par commande manuelle : satisfaisant
- DAI unité UHR au rez-de-chaussée circulation face à la chambre 124 : satisfaisant (déverrouillage des IS au processus de l'alarme)

Analyse de Risque(s) :

L'absence d'encloisonnement de l'escalier aura pour conséquences de favoriser l'évacuation des fumées rapidement sur les différents niveaux et de ne pas permettre aux occupants d'utiliser l'escalier lors d'une évacuation.

Par ailleurs, la présence de 2 culs-de-sac largement supérieurs à 10 mètres depuis certaines chambres ne permet pas de garantir une évacuation rapide et sûre des résidents.

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X	Registre de sécurité	exploitant	
X	Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10)	APAVE	09/02/2023
X	Désenfumage mécanique : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10)	INEO	14/09/2023
X	Désenfumage mécanique : Organisme agréé 3 ans SSI A et B	APAVE	29/09/2023
X	Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58)	VIRIA	06/09/2023
X	Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57)	VIRIA	06/09/2023
X	Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29)	APAVE	25/09/2023
X	Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19)	APAVE	19/04/2023
X	Installations extérieures de protection contre la foudre : Tous les ans par un technicien compétent (EL 19)	APAVE	13/09/2023
X	Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15)	APAVE	19/04/2023
X	Ascenseurs Monte-charges : Tous les ans (AS 11)	APAVE	01/02/2023

X Ascenseurs Monte-charges : RVRE quinquennal des ascenseurs (AS 9)	APAVE	22/10/2020
X Ascenseurs Monte-charges : Contrat d'entretien des ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants (AS 8)	OTIS	
X Appareils de cuisson : Relevé de vérification des appareils de cuisson (GC 22)	3C NORD PICARDIE	30/06/2023
X Hotte : Attestation de nettoyage du circuit d'extraction (GC 21)	HPS	19/05/2023
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73)	INEO	14/09/2023
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73)	APAVE	29/09/2023
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Contrat d'entretien du Système de Sécurité Incendie (MS 58)	INEO	
X RIA : Relevé de vérification des R.I.A. (MS 73)	DESAUTEL	20/10/2022
X Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38)	DESAUTEL	20/10/2022
X Formation Exercice : Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours	TC D'HEILLY	05/04/2023
X Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33)	AIR LIQUIDE	14/08/2023
X Attestation de suppression du stockage dans le sas d'accès vide sanitaire de l'unité obésité Enfants Adolescents	Mme Murielle MASCREZ PIOLA	03/10/2023

Le(s) document(s) ci-dessus transmis le a (ont) été analysé(s) et fait (font) l'objet de la (les) prescription(s) déclinée(s) ci-dessous.

Prescription(s) :

Légende :

La (les) prescription(s) suivie(s) de la mention « **DEFAVORABLE** » motive(nt) l'avis défavorable.

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite ainsi que l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation motivant l'avis défavorable :

- | | |
|---|---|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - CO 35 | 1 Annuler les 2 culs-de-sac largement supérieurs à 10 mètres sur chacune des deux ailes du bloc BLEUETS. Déposer un dossier de mise en sécurité avec plans et notice de sécurité pour avis auprès de la Commission de sécurité. |
|---|---|

§ 4. Les portes des locaux accessibles au public donnant sur des dégagements en cul-de-sac ne doivent pas être à plus de 10 mètres du débouché de ce cul-de-sac.

DEFAVORABLE

6/8
7/8

Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 18, Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 53

- 2 Assurer l'encloisonnement réglementaire de l'escalier principal du bloc BLEUETS au rez-de-chaussée (le volume de l'escalier donne accès à un local de stockage et une grande cuisine isolée au RDC).
Faire contrôler les travaux par un organisme agréé et transmettre un RVRAT pour avis de la Commission

Article U 18

§ 1er. En aggravation des dispositions de l'article CO 52, l'absence de protection des escaliers est interdite et les dispositions de l'article CO 47 ne sont pas applicables.

Article CO 53

§ 4. Le volume d'encloisonnement ne doit comporter aucun conduit présentant des risques d'incendie ou d'enfumage à l'exception des canalisations électriques propres à l'escalier. En outre ce volume ne doit donner accès à aucun local annexe (sanitaire, dépôt, etc).

DEFAVORABLE

Prescription(s) liée(s) à l'amélioration du niveau de sécurité :

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-41

- 3 Mettre en place une signalétique relative aux affectations des différents locaux techniques et de rangement de manière à faciliter le repérage de l'intervention des services de secours.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 53

- 4 Disposer un plan des différentes zones de détection, de compartimentage et de désenfumage à proximité du SSI.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - EL 11

- 5 Interdire l'usage des fiches multiples.
Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 41

- 6 Mettre à jour le plan d'intervention.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - EL 18

- 7 Mettre en place un registre d'entretien du groupe électrogène, assurer un entretien régulier et des essais de l'installation sous la périodicité minimale suivante :
- tous les quinze jours, vérification du niveau d'huile, d'eau et de combustible, du dispositif de réchauffage du moteur et de l'état de la source utilisée pour le démarrage (batterie ou air comprimée).
- tous les mois, en plus des vérifications ci-dessus, essai de démarrage automatique avec une charge minimale de 50% de la puissance de groupe et fonctionnement avec cette charge pendant une durée minimale de trente minutes.
Les interventions ci-dessus et leurs résultats doivent être consignés dans le registre d'entretien qui doit être tenu à la disposition de la commission de sécurité.

Type U - arrêté du 10 décembre 2004 - U 41

- 8 Compléter le schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie. Il doit plus particulièrement, préciser les obligations définies à l'article U 47 ainsi que l'action du service de sécurité incendie prévu à l'article U 43, lors du déclenchement de l'alarme et de la confirmation d'un sinistre. Ce document est préparé par le chef de service de sécurité incendie, prévu à l'article MS 46, § 2, ou soumis à son avis lorsque son existence est

	imposée par les dispositions du présent chapitre. Il doit être tenu à jour.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - DF 1	9 Interdire toute présence de mobilier devant les amenées d'air afin d'assurer un désenfumage efficace des circulations horizontales.
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 59	10 Signaler les vannes de sectionnement des fluides médicaux.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 28	11 Interdire le maintien en position ouverte des portes coupe-feu par tout dispositif (cale de bois, butées de portes, béquilles, désolidarisation du ferme porte, etc.).
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - GN 13	12 Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence.
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 47	13 Réaliser des exercices d'évacuation simulée périodiquement afin de maintenir le niveau de connaissance du personnel conformément à l'article U 41.
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 13	14 Interdire tout stockage dans les locaux qui ne sont pas isolés réglementairement. Commentaire : le groupe de visite a constaté la présence d'un dépôt dans le sas d'accès du vide sanitaire de l'unité Obésité Enfants Adolescents, en présence d'une conduite de gaz. L'exploitant a supprimé le stockage immédiatement, une attestation du chef d'établissement a été remise.
Type V - Arrêté du 21 avril 1983 modifié - Établissements de culte - V 5	15 Respecter les dispositions suivantes concernant les sièges dans la chapelle. § 2. En atténuation des dispositions de l'article AM 18 (§ 2), les sièges doivent être solidarisés par rangée de manière à former des éléments mobiliers difficiles à renverser. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable dans les galeries, les tribunes, les chapelles annexes (séparées des nefs principales), etc., pouvant recevoir 50 personnes au plus.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - EC 8	16 Doter la chapelle d'un BAES au droit des deux issues de secours.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 39	17 Installer un extincteur adapté aux feux d'origine électrique à proximité du tableau électrique dans la chapelle et dans l'unité UHR.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 44	18 Installer un sélecteur de porte sur les blocs-portes résistant au feu et possédant deux vantaux équipés de ferme-portes afin d'assurer leur fermeture complète.

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Défavorable

